

Il en va de même des mesures concernant l'eau. Il est difficile de croire que quiconque ayant lu l'Accord puisse y voir une autorisation de détourner des fleuves; cependant, certains l'ont avancé sérieusement! Tous les doutes possibles à cet égard ont probablement été apaisés par l'amendement que le gouvernement a présenté le mois dernier au Parlement. Il est étonnant que les choses soient allées si loin, étant donné qu'au cours des négociations il n'a jamais été question de détournement d'eau à grand échelle, et que l'Accord n'en fait aucune mention.

Le problème est-il uniquement politique? En fait, il l'est partiellement, mais il tient aussi à une attitude protectionniste dépassée. Le NPD est l'instrument du Congrès du travail du Canada, organisation syndicale qui s'est opposée aux négociations commerciales avant même qu'elles ne commencent, en raison de son idéologie protectionniste.

Certaines des autres critiques adressées à l'Accord émanent de gens qui tirent profit des droits de douane ou des mesures de contrôle. Il s'agit de groupes d'intérêts ayant à perdre à une concurrence ouverte.

Mais le protectionnisme est une voie sans issue, particulièrement pour un pays ouvert tel que le Canada. Se tenir aujourd'hui à l'abri des forces de la concurrence rendrait celles-ci fatales dans un avenir proche. Condamner son pays à produire sur une petite échelle des marchandises impossibles à vendre ailleurs ne peut en aucune façon protéger l'emploi et encourager l'innovation. Se couper de l'évolution technologique et des courants d'investissement n'aidera pas le Canada à entrer dans le XI<sup>e</sup> siècle avec une économie moderne.

Ce débat ne porte pas sur le commerce. Il porte sur le Canada, et sur la question de savoir si nous sommes déterminés à continuer à faire figure de pays fort et indépendant dans le monde moderne. Les détracteurs de l'Accord prétendent qu'un accord commercial nous fera perdre notre capacité de décision. Ils affirment que les entrepreneurs et les institutions du Canada ne sont pas en mesure de résister à une compétition plus ouverte avec leurs homologues américains, même indirectement. Ils soutiennent que même les secteurs ou les institutions exemptés de l'Accord périront, car la pression américaine est tout simplement trop forte. Ils ont une image statique de notre société - souhaitant conserver les soutiens et les subventions de notre politique industrielle passée comme si ceux-ci constituaient notre identité nationale.